

# Horizon rural

Printemps 2006

## ÉQUIPE RURALE DU QUÉBEC

En appui au développement durable  
des collectivités rurales

L'Équipe rurale du Québec est composée de représentants d'une vingtaine de ministères fédéraux et de représentants d'organisations clés dans le domaine du développement rural au Québec.

Notre mission consiste à appuyer le développement de collectivités rurales, notamment en les informant sur les programmes et services fédéraux et en établissant divers partenariats. Notre Équipe travaille de concert avec les collectivités rurales et éloignées afin d'appuyer des initiatives issues du milieu et développer des outils qui répondent à leurs besoins. Nous encourageons également l'intégration et la contribution des jeunes à leur collectivité en milieu rural au Québec.

Dans cette édition du bulletin *Horizon rural*, l'Équipe rurale du Québec aborde les différentes dimensions du développement durable d'une collectivité, c'est-à-dire environnementales, économiques et sociales.

Pour plus de renseignements à propos de l'Équipe rurale du Québec, visitez notre site Internet au [www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca).



1 800 O-Canada  
[www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca)



Que vous recherchez des conseils d'affaires, un programme d'échange culturel ou des renseignements sur un programme de sécurité en bateau, le guide des programmes et des services du Canada rural a été conçu pour vous.

Le Répertoire donne une liste d'environ 200 programmes et services fédéraux à l'intention des particuliers et des entreprises.

Canada

## Opération SAPPEP Un projet qui a du « pep! »

par Isabelle Lamontagne  
Agence de Santé publique du Canada

Connaissez-vous le projet Opération SAPPEP ? Il s'agit d'un « Service d'aide personnalisée pour les enfants et leurs parents ». Mise sur pied il y a six ans dans la région du Bas-Saint-Laurent par l'organisme Pro-Jeune-Est Rismouski-Neigette, l'Opération SAPEPP a pour mission de soutenir les jeunes en difficulté et leur famille afin de prévenir l'échec et l'abandon scolaires.

Opération SAPPEP vise à améliorer les liens entre l'école et les familles et à favoriser le potentiel des jeunes de 6 à 12 ans provenant de milieux vulnérables en offrant de l'aide au devoir. Elle a également pour objectif de soutenir les compétences des parents de ces jeunes et de contribuer au développement du tissu d'entraide des milieux par l'implication des bénévoles.

Financé dans le cadre du Programme d'action communautaire pour les enfants de l'Agence de santé publique du Canada, ce service est offert à Rimouski par l'organisme Pro-Jeune-Est Rimouski-Neigette ainsi qu'à Rivière-du-Loup par la Maison de la famille du Grand-Portage qui agit comme partenaire associé.

Le projet se compose de trois volets d'intervention, soit les volets « Enfants », « Parents-enfants » et « Parents ». Le service d'aide aux devoirs (volet « Enfants ») est offert par les bénévoles aussi appelés « tuteurs d'espoir ». Ceux-ci travaillent avec l'enfant à partir de ses forces et l'amènent à progresser et à connaître des réussites. La relation de confiance entre l'adulte et l'enfant est à la base de l'intervention. Le volet « Parents-enfants » se compose de diverses activités socio-récréatives alors que le volet « Parents » comporte des rencontres formelles et informelles, des échanges d'informations, des appels téléphoniques ainsi que des ateliers thématiques. L'approche utilisée avec les parents et les enfants est la même, c'est-à-dire une approche sans pression, basée sur la participation volontaire aux activités.

### Outil innovateur

Au fil des années, un outil permettant de maximiser les accompagnements auprès des jeunes lors de l'aide aux devoirs a été développé. Il s'agit de la trousse « GPS » qui se veut un guide de réussite pour les bénévoles et les parents. La lettre **G** est pour le **G**oût de s'investir, d'être motivé à la tâche, le **P** pour le **P**lan, la réalisation de la tâche et le **S** pour la **S**atisfaction et le plaisir dans la réalisation de la tâche.

La trousse « GPS » permet de mesurer les progrès et les changements au niveau de la motivation, l'autonomie et l'estime de soi des jeunes. Elle comprend un jeu, un cahier pédagogique et une tablette d'exercices.

### Des résultants probants

En 2004-2005, des améliorations importantes ont été notées au niveau de la motivation des jeunes, leur degré d'autonomie et leur estime de soi. Aussi, aucun jeune n'a repris son année scolaire et on a constaté une meilleure intégration socio-professionnelle des parents. On a remarqué également un taux de participation élevé des enfants et parents aux différentes activités mises en place dans le cadre des trois volets du projet.

### Un partenariat fort

Ce projet peut compter sur la collaboration de plusieurs partenaires, dont celle du Réseau de la santé et du milieu communautaire, des écoles primaires pour les références des jeunes, du milieu collégial et universitaire pour les références des « tuteurs d'espoir », de la Sûreté du Québec pour la vérification des antécédents judiciaires des « tuteurs d'espoir » et des clubs sociaux et d'entreprises privées pour le soutien en matériel scolaire et en nourriture.

Ce projet illustre bien à quel point les capacités novatrices en intervention, la créativité et un partenariat diversifié sont gage d'un franc succès dans le monde rural.

Pour plus d'information au sujet de cette initiative, communiquez avec Mme Adèle Boudreau, directrice de l'organisme Pro-jeune-Est Rimouski-Neigette au (418) 724-3516.



Etienne et sa tutrice Valérie se sont motivés et réalisent la tâche ensemble.

## dans ce numéro

- Équipe rurale du Québec  
- Opération SAPPEP  
Un projet qui a du « pep! »

1

- La grande Oie des neiges aux champs :  
où en est-on ?

- Les Administrations portuaires,  
une implication bien ancrée dans notre milieu

2

- Avez-vous un problème de fumée de bois ?

- L'aventure Wapikoni mobile

3

- Initiatives porteuses pour la MRC d'Asbestos

- Un emploi dans les transports,  
une destination de choix

4

## La grande Oie des neiges aux champs : où en est-on ?



Photo : Josée Lefebvre.

Au Québec, depuis toujours, poètes et peintres ont célébré l'arrivée printanière des oies blanches dans le ciel de la vallée du Saint-Laurent. Si, pour certains, les oies sont annonciatrices de jours meilleurs, pour d'autres, ces oiseaux représentent un irritant dont ils se passeraient volontiers. Pourtant, l'oie blanche rapporte vingt fois plus à l'économie du Québec qu'elle ne lui en coûte en dommages\*.

La croissance exponentielle de la population, depuis le milieu des années '90, et son extension vers le sud-ouest du Québec ont été favorisées par l'intensification de la culture du maïs. En effet, la Grande Oie des neiges profite de conditions naturelles qui lui sont très favorables. Une plus grande disponibilité des champs de maïs dans les aires de migration procure aux oies une source de nourriture énergétiquement profitable, entraînant chez elles une meilleure condition physique et une réduction du taux de mortalité naturelle. Tant et si bien qu'elle est actuellement considérée par les scientifiques comme étant une espèce en surabondance.

Les mesures de gestion adoptées par le Service canadien de la faune entre 1999 et 2003 ont eu pour effet d'arrêter la croissance de la population. Les résultats de l'inventaire printanier de 2005 ont permis d'estimer la population à 814 600 oiseaux environ alors qu'elle aurait pu être le double si aucune mesure de contrôle n'avait été mise en place.

La principale mesure a été l'instauration d'une chasse printanière de conservation sur les terres agricoles au Québec. En plus de viser une réduction du nombre d'oiseaux, cette chasse – une première depuis 1916 – avait pour but de limiter les dommages grandissants causés par les oies dans les champs en

culture de la vallée du Saint-Laurent. Environ 90 % des dommages enregistrés se situent dans les champs de cultures fourragères. Selon les plus récentes informations, les dommages ont continué à s'étendre à un plus grand nombre de fermes, mais leur gravité a diminué.

La transformation grandissante de l'agriculture laitière en agriculture intensive procure donc des conditions plus que favorables à l'augmentation de la population de Grandes Oies des neiges et ajoute au défi relié au contrôle de cette population. Les spécialistes estiment que la seule solution durable, à moyen et à long terme, pour le contrôle de la population d'oies en Amérique du Nord, doit passer par une augmentation importante de la récolte aux États-Unis.

La prochaine étape dans la délicate gestion de l'Oie des neiges consiste en la mise en place d'un plan d'action quinquennal par le Service canadien de la faune. L'objectif est de maintenir une population continentale en santé pouvant récupérer de possibles catastrophes naturelles ou causées par l'homme (épidémies, déversements de pétrole, etc.) mais aussi de ne pas menacer l'intégrité écologique de ses habitats naturels et la biodiversité qui leur est associée. Tout cela en minimisant les pertes agricoles et en optimisant les retombées économiques qu'elles génèrent pour les communautés locales.

\* Pour en savoir davantage sur l'enjeu de la Grande oie des neiges, on peut consulter la Voie verte d'Environnement Canada : [www.qc.ec.gc.ca](http://www.qc.ec.gc.ca)

## Les Administrations portuaires, une implication bien ancrée dans notre milieu.

par Michel Plamondon  
Conseiller en communication  
Pêches et Océans Canada

« Il se passe beaucoup d'activité sur un quai. Tout un chacun va y faire son tour avec des amis ou en famille. Les pêcheurs préparent leurs agrès de pêche, l'enthousiasme y règne, la mer s'entend ». C'est monsieur Gilles Vigneault, président de l'Administration portuaire de Cap-aux-Meules aux Îles-de-la-Madeleine qui exprime ainsi l'atmosphère qui règne sur les quais.

Depuis 1990, une quarantaine d'Administrations portuaires ont vu le jour en Gaspésie, sur la Côte-Nord et aux Îles-de-la-Madeleine. Une Administration portuaire est une société à but non lucratif qui exploite et gère un port de pêche en fonction des besoins locaux et selon les directives gouvernementales. Chacune d'elles est composée de bénévoles qui veillent à la bonne marche des installations et qui représentent, auprès de Pêches et Océans Canada, les intérêts des usagers en matière de services portuaires et de priorités opérationnelles.

Les membres des Conseils des Administrations portuaires utilisent leurs connaissances au service des collectivités côtières et sont au cœur de l'économie régionale liée au monde de la mer. Des milliers d'emplois dépendent de la pêche commerciale dans ces communautés. Les pêcheurs peuvent ainsi compter sur des installations sécuritaires et efficaces pour y débarquer leurs prises. Le personnel des Administrations portuaires s'assure en effet de la gestion quotidienne, de l'entretien et des réparations mineures de leurs installations.

Les Administrations portuaires, qui sont autonomes et gèrent leurs budgets, définissent la tarification des utilisateurs selon les frais d'entretien mineurs et essentiels. Pêches et Océans Canada, qui demeure propriétaire des lieux, s'occupe des interventions majeures. La communication est essentielle pour développer une meilleure synergie entre les utilisateurs et les Administrations portuaires.

« Il y a une très bonne chimie entre les membres de mon Administration portuaire » ajoute monsieur Vigneault. Il en va de même entre les diverses Administrations portuaires, « on s'entraide et on parle de nos expériences vécues pour régler des problèmes ».

Au Québec, les Conseils des Administrations portuaires ont formé en 2001 le Comité consultatif régional des Administrations portuaires, lequel fournit avis et conseils à Pêches et Océans Canada. Trois de ses membres représentent les intérêts des usagers québécois au sein du Comité consultatif national des Administrations portuaires.

D'autres organismes dans les collectivités rurales ne devraient-ils pas prendre exemple sur l'action bénévole des membres des Administrations portuaires ? Ceux-ci favorisent la concertation et la communication qui mènent à la réussite de projets communs tout en amenant des retombées sociales positives. « Tous ont leur mot à dire » termine monsieur Vigneault.

Les Administrations portuaires, une implication bien ancrée dans notre milieu.



Monsieur Donald Pealey, gardien de quai de l'Administration portuaire du havre de Grande-Entrée, vient de vérifier le treuil qui sert aux débarquements de poisson des pêcheurs.



## Avez-vous un problème de fumée de bois ?

Saviez-vous que la fumée du bois est composée de plus de 100 produits toxiques différents, dont les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques volatils (COV), les particules fines (PM2,5) et le monoxyde de carbone (CO) ?

En fait, sur une base annuelle au Québec, le chauffage au bois contribue à 46% des émissions des PM2,5 provenant de source humaine (industrie, transport, etc.). Ces particules ont la capacité de pénétrer profondément dans les poumons. Les personnes souffrant de maladies cardiovasculaires et respiratoires, de même que les enfants et les personnes âgées, sont vulnérables à la présence de ces contaminants dans l'air.

Voici quelques trucs pour réduire la quantité de fumée provenant de votre appareil :



### Ne pas...

...utiliser votre poêle à bois ou votre foyer à moins que ce ne soit nécessaire

...chauffer au bois lorsqu'un avertissement de smog hivernal est en vigueur, à moins que le chauffage au bois soit votre seule source de chauffage

...brûler d'ordures, de plastique, de papier glacé et de carton

...brûler de bois vert ou humide, de bois de grève, de bois peint ou teint, de l'aggloméré et du contreplaqué

...ranger votre bois dans un environnement humide

...laisser dormir le feu et ne pas fermer les registres d'air.



### À faire...

...utiliser votre poêle à bois ou votre foyer seulement si c'est nécessaire

...s'informer des conditions de smog hivernal et respecter les avis de restriction relatifs au chauffage au bois

...faire un petit feu de flamme vive

...brûler du bois sec et propre

...si possible, changer pour un autre type de chauffage que le chauffage au bois

Si vous devez chauffer au bois, remplacer votre appareil par un poêle certifié EPA.



Environnement  
Canada

Environment  
Canada

## L'AVENTURE WAPIKONI MOBILE Un studio de production cinématographique et musicale itinérant

À l'automne 2002, la cinéaste québécoise Manon Barbeau des Productions des Beaux Jours a l'idée de créer un studio mobile de formation et de création cinématographique et musicale. Son rêve : transmettre le savoir lié à l'utilisation des technologies numériques aux jeunes des communautés autochtones. L'objectif de Manon Barbeau était de guider les jeunes autochtones vivant en milieu rural dans l'univers de la scénarisation et de la réalisation. C'est de cette volonté qu'est né le Wapikoni mobile et sa corporation sans but lucratif ayant pour mission de réaliser les activités du projet. Développé en collaboration avec l'Office national du film et ses partenaires autochtones, le Wapikoni mobile, nommé en l'honneur d'une jeune autochtone décédée dans un accident de la route, voit le jour en 2003.

Pikogan, Lac Simon, Kitchisakik, Obedjiwan, Wemotaci et Manouane. La durée de chaque escale est d'un mois. En 2005, la communauté innue de Mashteuiatsh (Saguenay Lac-St-Jean) s'est ajoutée au calendrier et le Wapikoni mobile poursuivra sa tournée en 2006.

Depuis son lancement, l'initiative a donné lieu à la création de 80 courts-métrages. Les œuvres produites sont disponibles sur le site Internet [www.onf.ca/launchers/index.php?id=107](http://www.onf.ca/launchers/index.php?id=107). Elles ont également été présentées à divers événements et festivals dont le Festival international du cinéma francophone en Acadie, le Festival Off-Courts à Trouville, en France, et le Festival du Film court de Victo.



« Juchée sur « la montagne » d'Obedjiwan, l'équipe de tournage amorce le tournage du documentaire Ninan »

Photo : Arnaud Bouquet

Le Wapikoni mobile amorce sa première expédition en 2004. Cette initiative permet aux jeunes autochtones de s'exprimer par le biais de réalisations artistiques dans le domaine de la vidéo et de la musique. Il favorise l'émergence de talents et le développement de nouvelles compétences. Le Wapikoni mobile offre aussi à ces jeunes une occasion de sortir de leur cadre de vie habituel, de rayonner dans leur communauté et à l'extérieur, de faire connaître leur réalité, contribuant ainsi à faire tomber les préjugés.

Les jeunes participent à des ateliers pratiques sur le terrain, selon une méthode pédagogique développée par Manon Barbeau. Ces apprentissages sont encadrés par des formateurs professionnels. Des ateliers Web, en compagnie d'un formateur/animateur spécialisé, leur sont également offerts dans le but de se faire connaître et d'interagir avec les visiteurs internautes.

Un premier circuit a été effectué pendant l'été et l'automne 2004 dans six communautés algonquines et atikamekw des régions administratives de Lanaudière, Mauricie et Abitibi-Témiscamingue :

Les spectateurs ont été unanimement touchés, une belle récompense et un beau moment de reconnaissance pour ces jeunes créateurs qui ont vu leur vie transformée depuis leur participation au Wapikoni mobile. Certains ont trouvé une vocation et d'autres ont remporté des prix et ça continue...

L'aventure Wapikoni mobile se distingue, entre autres, par les efforts de concertation de ses partenaires financiers et les appuis constants des partenaires autochtones. Plusieurs ministères fédéraux et provinciaux contribuent au succès de ce projet-pilote d'une durée de trois ans qui prévoit à terme le transfert des responsabilités de gestion et des équipements aux communautés participantes.

Pour plus d'information concernant ce projet, communiquez avec Lorraine Gagnon aux Affaires indiennes et du Nord Canada, au (418) 951-4429 ([gagnonlo@ainc-inac.gc.ca](mailto:gagnonlo@ainc-inac.gc.ca)), ou consultez le site Internet mentionné précédemment.

## Initiatives porteuses pour la MRC d'Asbestos

par Lyne Montpellier  
Conseillère en communication  
Développement économique Canada

La production minière est la pierre angulaire de l'économie de la MRC d'Asbestos (Estrie) depuis plus de 125 ans. Or, ces dernières années, une série de fermetures d'usines et de licenciements a perturbé cette industrie.

En octobre 2002, la mine Jeffrey, productrice d'amiante chrysotile, annonce l'arrêt de ses opérations et met ainsi fin à 320 emplois. Puis en janvier 2003, l'entreprise Magnola annonce la fermeture de ses installations de Danville, privant ainsi 380 travailleurs de leur gagne pain. Au total, cette collectivité a perdu, en quelques mois, 700 emplois directs, sans compter les impacts catastrophiques sur les emplois indirects. Malgré le fait que la mine Jeffrey a continué d'opérer sur une base occasionnelle pendant de courtes périodes depuis ce temps, ce fut tout de même une dure onde de choc pour cette collectivité dont la population s'élève à un peu moins de 15 000 personnes.

### La collectivité se mobilise

En novembre 2003, plus de 100 citoyens de la région d'Asbestos ont participé au « Sommet de développement de la MRC d'Asbestos ».

Au menu ce jour-là, présentation des résultats d'une vaste étude, réalisée auprès de 75 entreprises et intervenants de la MRC, sur les forces de la région, les créneaux porteurs d'avenir et les pistes de diversification de l'économie. Ce fut une journée cruciale où la collectivité décida de sa destinée. La mobilisation était au rendez-vous!

Tout au long de cette journée, l'attachement de ces gens pour leur région, leur détermination et leur grande volonté de prendre en main l'avenir de leur coin de pays étaient palpables. À l'évidence, tous souhaitaient fortement demeurer chez eux, développer leur économie et offrir une qualité de vie aux générations à venir.

À l'issue de ce sommet, un projet de société visant à diversifier l'économie régionale a été adopté. Il a alors été décidé par tous de développer, sur un horizon de 5 ans, une MRC prospère et diversifiée axée sur le développement durable, reconnue pour son sens de l'innovation.

### Rôle du gouvernement du Canada dans ce processus...

Les collectivités sont les mieux placées pour trouver des solutions, relever les défis de diversification économique et réaliser leur plein potentiel. À cet effet, le gouvernement du Canada a appuyé les intervenants de la MRC d'Asbestos dès les premières secousses créées par la crise économique.

Développement économique Canada et son partenaire régional, la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la région d'Asbestos, en collaboration avec les intervenants économiques régionaux, se sont impliqués dans la mise en place du comité de stratégie. Ce partenariat a permis la réalisation d'un diagnostic socioéconomique et d'un plan d'action pour la région. L'objectif, à ce stade, était de sensibiliser la population par des discussions, lors du Sommet notamment, mais aussi de structurer les efforts de diversification économique de la région.

Par la suite, un programme d'aide spécifique répondant aux besoins des entreprises de la MRC a été créé. L'Initiative régionale stratégique (IRS), dotée d'une enveloppe de 3,3 millions de dollars, a été annoncée officiellement en avril 2004. Celle-ci comporte une série de mesures d'appui aux initiatives provenant des jeunes entrepreneurs, d'entreprises du milieu rural développant des produits ou services de niche, d'entreprises soucieuses d'améliorer leur productivité de même que leur niveau d'innovation, dans les créneaux porteurs d'avenir, ceux-là même qui ont été priorités lors du sommet de novembre 2003.

À ce jour, Développement économique Canada a appuyé 20 projets, pour une contribution totale de 2,2 millions,



Photo: Sylvain Laroché

généralisant des investissements de 13,9 millions de dollars. Au total, 105 emplois ont été créés.

### Vers une ère nouvelle...

La collectivité de la région d'Asbestos, des gens de cœur qui aiment leur coin de pays et qui ont choisi de prendre en main les rênes de leur destinée, a récemment modifié le nom de sa MRC. Celle-ci portera dorénavant le nom de «MRC des Sources»... un présage de dynamisme, de force et de prospérité.

Pour plus d'information au sujet de cette initiative, visitez les sites Internet suivants :

[http://www.dec-ced.gc.ca/asp/ProgrammesServices/irs\\_asbestos.asp?LANG=FR](http://www.dec-ced.gc.ca/asp/ProgrammesServices/irs_asbestos.asp?LANG=FR)

[www.sadcasbestos.com](http://www.sadcasbestos.com)

## Un emploi dans les transports, une destination de choix

### Le saviez-vous ?

En suivant une formation secondaire ou collégiale, vous pouvez accéder à des emplois stimulants et pleins de défis dans le secteur des transports.

Vous pourrez choisir parmi une multitude d'emplois tels que conducteur d'autobus, conducteur de camion, technicien d'entretien d'aéronefs, chef de train ou officier de mécanique marine et bénéficier d'un salaire annuel moyen de 35 000 \$ à 65 000 \$ avec un taux de placement dépassant les 90%.

### Embarquez-vous !

Pour plus d'informations consultez notre site Internet [www.tc.gc.ca/jeunesse/quebec](http://www.tc.gc.ca/jeunesse/quebec)

Horizon rural est une publication semestrielle de l'Équipe rurale du Québec, pour les citoyens des régions rurales et éloignées du Québec.

Cette publication est également offerte par voie électronique sur Internet à l'adresse suivante : [www.rural.gc.ca/team/qc/quebec\\_f.phtml](http://www.rural.gc.ca/team/qc/quebec_f.phtml)

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous souhaitez recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous à :

ISSN 1710-2596  
AAC No. 10137B  
Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006

Dominique Richer  
Coordonnatrice/rédactrice en chef du bulletin  
Secrétariat rural  
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4  
Québec (Québec) G1K 4K1  
Tél.: (418) 648-3754  
Télec.: (418) 648-7342  
Site Internet: [www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca)